

L'élargissement de la sphère d'influence chinoise à l'Amérique du sud : enjeux commerciaux, énergétiques et miniers

décembre 2006

La montée de la Chine en tant que puissance économique et commerciale n'a pas fini de provoquer des retombées globales. L'une d'entre elles est indéniablement l'accroissement de l'importance géostratégique de l'Amérique du sud. Les relations sino-sud-américaines sont, en effet, récentes. La plupart des gouvernements de l'Amérique du sud n'ont reconnu la République populaire de Chine qu'après la visite de Nixon à Pékin en 1972. Cependant, depuis 2000, les relations trans-pacifiques s'amplifient en raison d'intérêts divers.

L'enjeu commercial : satisfaction des besoins alimentaires contre investissements et ouverture des marchés

Si la Chine s'intéresse tant à l'Amérique du sud, c'est d'abord parce qu'avec un taux de croissance annuel de 10%, les importations de matières premières et d'aliments sont de plus en plus nécessaires. Le Brésil et l'Argentine sont les deux principaux partenaires commerciaux de la Chine en Amérique du sud grâce au besoin de soja dans une société chinoise en transformation rapide. Être le quatrième producteur mondial de soja ne suffit plus aux chinois, il faut être également devenir le premier importateur. Après les USA, le Brésil et l'Argentine sont les deux plus grands producteurs mondiaux de soja, ce qui explique cet intérêt. En Argentine, l'augmentation des exportations de soja, alliée à la hausse des prix est à l'origine de la reprise économique (après la crise de 2001-2002) et de l'assainissement des finances publiques. Le Président Kirchner avait même espéré récemment que, grâce à un prêt chinois qui permettait au pays de rembourser d'un seul coup sa dette au FMI (Fond monétaire international), il pourrait s'affranchir de l'examen périodique de ses politiques par cette institution. Quant au Brésil, les différents produits impliquant du soja constituent 40% de ses exportations vers la Chine. Il est d'ailleurs intéressant de noter que ce sont souvent les mêmes multinationales qui se chargent des exportations de soja brésilien et argentin vers Pékin. Par ailleurs, le Brésil est l'un des principaux exportateurs sud-américain de minerai de fer vers la Chine. Même si la dépendance du budget brésilien par rapport aux exportations de produits alimentaires et de ressources naturelles est plus faible que l'Argentine, sa reprise économique actuelle est avant tout liée aux exportations, notamment vers la Chine. En quelques années, et beaucoup grâce au soja, la Chine est devenue le quatrième partenaire commercial de l'Argentine et le deuxième du Brésil.

Mais tout n'est pas qu'affaire de commerce puisque l'une des stratégies de la Chine dans cette zone du monde consiste à investir, en signe de réciprocité, dans les pays qui sont ses principaux fournisseurs d'aliments et de matières premières. Depuis 2003, un tiers des investissements chinois vont vers l'Amérique latine. Les autorités chinoises ont pleine conscience de la nécessité absolue qu'elles ont de sécuriser les approvisionnements futurs en matières premières. La meilleure façon de le faire est d'investir directement le surplus de la balance des paiements là où se trouvent les matières premières et les aliments à travers des IDE, soit directement dans les ressources naturelles, soit dans les infrastructures de transports et de communication de ses principaux fournisseurs, notamment sud-américains. Par exemple, un investissement de 4,8 milliards de dollars est prévu pour moderniser les chemins de fer brésiliens. De plus, si cet investissement des « sino-dollars » est bénéfique pour les deux parties (la Chine et les pays d'Amérique du sud), Pékin ne perd pas pour autant de vue ses objectifs stratégiques commerciaux, notamment le fait qu'il ait des produits manufacturés à vendre. En bref, les investissements vers l'Amérique du sud viendront à condition que ces pays soient moins protectionnistes à l'égard des produits chinois. Ce n'est d'ailleurs pas non plus par hasard que le Brésil et l'Argentine ont octroyé à la Chine le statut d'« économie de marché » (ce qui ne plaît pas aux industriels sud-américains). Avec ce statut, les pays importateurs ont beaucoup plus de difficulté à adopter des mesures destinées à contrer le « dumping ». Depuis son entrée à l'OMC, la Chine ne cesse

de lutter contre des accusations de dumping, ce qui l'oblige à adopter une diplomatie commerciale dont le but est d'être reconnue en tant qu' « économie de marché », chose faite en Argentine, au Brésil, au Chili, à Antigua et Barbade.

L'enjeu énergétique et le besoin de matières premières

La Chine était, en 2000, le huitième importateur mondial de pétrole, en 2003, elle avait atteint la quatrième position derrière les USA, le Japon et l'Allemagne et selon quelques études, elle atteindra la seconde place avant la fin de la décennie. Jusqu'aux années 1990, les principaux fournisseurs chinois étaient l'Indonésie, Oman et l'Iran, mais aujourd'hui une diversification devient indispensable ; ceci explique l'intérêt de Pékin envers les potentiels fournisseurs sud-américains et surtout le Venezuela. Ce pays possède en effet les plus grandes réserves pétrolières du continent américain (constituant 6,5% des réserves mondiales) ; en plus du pétrole, le Venezuela est également riche en gaz (2,4% des réserves mondiales connues). Cette importance énergétique mondiale ne cesse d'être renforcée en raison de la très forte demande chinoise, mais aussi de l'instabilité croissante des ressources pétrolières au Moyen-Orient et en Afrique. Les besoins énergétiques chinois sont d'autant plus servis par le Venezuela, étant donné que Chavez veut absolument réduire la dépendance presque totale de son pays vis-à-vis du marché américain. Les relations USA-Venezuela sont en effet à un stade très critique depuis le coup d'État manqué contre Chavez et soutenu tacitement par Washington en avril 2002. Si Chavez n'interrompt pas ses exportations pétrolières vers son voisin américain, il n'hésite pas à rappeler que si les USA essayaient d'orchestrer un coup d'Etat au Venezuela semblable à celui orchestré contre Jean-Bertrand Aristide en 2004 à Haïti, alors « les citoyens américains devraient renoncer à l'idée de recevoir du pétrole vénézuélien ». Rappelons que 11% à 15% du pétrole importé par les USA est vénézuélien. En décembre 2004, Chavez rencontre son homologue chinois, Hu Jintao, afin de signer un accord bilatéral concernant le marché énergétique vénézuélien et pour, selon ses mots, « en finir avec l'unilatéralisme ». Pékin recevra donc du pétrole vénézuélien en contrepartie d'investissements chinois dans le secteur agricole vénézuélien et du développement de 15 champs de pétrole actuellement hors activité. Lors de sa dernière visite à Pékin, Chavez s'est, par ailleurs, engagé à passer des 150 000 barils de pétrole par jour que son pays fournit à la Chine à 500 000 en 2009 et jusqu'à un million par jour pour la prochaine décennie. Les deux chefs d'État ont également signé deux accords concernant les activités d'une nouvelle société mixte composées des compagnies étatiques majeures des deux pays (Sinopec et PDVSA) et dont le but est l'exploration de champs pétroliers de la région de Zumano et de Junin qui abritent les plus grandes réserves au monde de pétrole extra-brut. Chavez cherche, de plus, le soutien politique de la Chine pour la candidature du Venezuela au Conseil de sécurité de l'ONU. Cette soif chinoise de pétrole a regonflé les excédents non seulement du Venezuela, mais aussi d'autres pays exportateurs comme la Colombie. Evo Morales, comprenant que la politique énergétique de la Chine tient un rôle clé dans la diplomatie, n'a pas non plus hésité à se rendre en Chine et il se pourrait fortement qu'il suive l'exemple de Chavez. En effet, si la Bolivie est le pays le plus pauvre d'Amérique du sud, c'est également le deuxième plus riche en gaz après le Venezuela.

Mais l'intérêt chinois en Amérique du sud est loin de se limiter au pétrole. En effet, avec 25% des réserves mondiales d'argent, 30% des réserves mondiales d'étain, et 45% de cuivre, l'Amérique du sud constitue un véritable réservoir de matière-premières. Le Chili couvre ainsi 40% des importations de cuivre de la Chine, premier consommateur mondial. La Chine est d'ailleurs devenue son troisième partenaire commercial, alors qu'elle n'était que son 30^{ème} en 1990. Cette demande de cuivre a permis par exemple de relancer les économies du Chili et du Pérou, deux pays à avoir présenté un excédent commercial en 2004 et en 2005. La Chine est d'ailleurs devenue le deuxième partenaire commercial du Pérou, alors qu'elle n'était que son 16^{ème} en 1990. Avec Cuba, l'intérêt minier est également fortement présent, surtout envers le cuivre, le cobalt et le nickel de l'île. La Chine en est le troisième partenaire commercial après l'Espagne et le Venezuela.

Les autres enjeux de l'intérêt chinois en Amérique du sud décembre 2006

L'intérêt politique de l'Amérique latine et du sud : la concurrence vis-à-vis des USA et l'enjeu taïwanais

En raison des surplus récurrents de sa balance de paiements et des flux continus d'investissement directs étrangers, la Chine a réussi à engranger quelques 400 milliards de dollars en seulement quelques années. Beaucoup de ses dollars ont été investis en bons du Trésor américain, ce qui transforme la Chine en l'un des principaux bailleurs de fonds des USA. Ceci est très important car, l'économie américaine étant de plus en plus endettée, la Chine devient garante aussi bien de l'accès à des biens de consommations bon marché mais aussi à des crédits à faible taux d'intérêts qui lui permettent d'accéder à ces biens. Les USA ne peuvent donc plus ignorer la Chine, tout comme celle-ci ne peut pas ignorer le marché américain essentiel à la maintenance de sa croissance incroyable. C'est donc par une alliance très pragmatique que ces deux pays sont unis, une alliance dont quelques implications commencent à surprendre Washington notamment l'arrivée de la Chine dans ce qu'il a toujours considéré comme « son arrière cour », l'Amérique latine. C'est pour cela que la croissante présence économique et politique chinoise en Amérique du sud est de plus en plus perçue par les USA comme une intrusion à ce qui, à leurs yeux, constitue leur sphère naturelle d'influence. Un autre objectif politique de cette politique chinoise en Amérique du sud est, évidemment, de concurrencer à l'avenir les USA dans la zone, aussi bien économiquement que politiquement en offrant une alternative à la domination de Washington. Cette attitude est appréciée par de nombreux dirigeants sud-américains, dont Hugo Chavez en premier. De son côté, le Mexique est également directement visé par cette arrivée de la Chine qui vient concurrencer le modèle de développement mexicain basé sur les IDE et l'exportation de biens manufacturés aux USA. Depuis l'adhésion de la Chine à l'OMC, Vicente Fox ne cesse d'ailleurs d'appeler à un approfondissement de l'ALENA dans le but de renforcer la position stratégique du Mexique dans sa relation économique avec les USA. Le resserrement des liens avec l'Amérique du sud est clair, ce qui ne plaît pas aux voisins du nord.

Un autre but de l'élargissement de la sphère d'influence chinoise à l'Amérique du sud concerne Taiwan. En effet, l'île est considérée, par la Chine, comme une province renégate qui doit lui revenir. La Chine doit donc recourir à toutes les armes dont elle dispose pour parvenir à cette fin, ce qui inclut l'arme diplomatique. De fait, la majorité des 25 pays qui entretiennent des relations diplomatiques avec Taiwan se situent en Amérique latine, du sud et aux Caraïbes : Belize, Panama, Costa-Rica, Nicaragua, El Salvador, Honduras, Guatemala, Paraguay, République Dominicaine, Haïti, St Kitts et Nevis, St Vincent et Grenadines. C'est sous cette logique que doit être entendue l'importance de la présence chinoise dans la zone du Canal du Panama, étant donné que ce Canal constitue une artère commerciale vitale pour quelques uns de ces États dont la survie dépend du commerce. Par ailleurs, la Chine n'hésite pas non plus à recourir à sa diplomatie du « sino-dollar » pour renverser les soutiens de ces petits États au gouvernement taïwanais. Ainsi, en 2004, la Communauté de Dominique a reconnu diplomatiquement la Chine au détriment de Taiwan après que Pékin se soit engagé à offrir une aide de 122 millions de dollars contre l'offre taïwanaise de 9 millions de dollars. Cette capacité d'établir des contacts avec les États proches de Taiwan est d'autant plus facilitée par l'acceptation de la Chine en tant qu'observateur à l'OEA (Organisation des États américains) en mai 2004.

Les autres intérêts : coopération militaire, technologique et scientifique, culturelle et sportive

La coopération militaire est aussi importante comme le montrent plusieurs visites d'autorités militaires chinoises en Amérique latine (on en compte 20 au cours de l'année 2005) : le Ministre de la Défense Cao Gangchuan s'est rendu au Brésil en 2004 ; le vice-président de la commission militaire centrale, Xu Cailhou, a visité Cuba la même année ; depuis 1990, il y a au moins un voyage par an

d'une haute autorité militaire chinoise au Venezuela. Parallèlement, de plus en plus de cadres militaires sud-américains se rendent en République populaire de Chine pour y suivre des stages de formation. Le président Chavez, qui maintient volontairement des relations tendues avec Washington, menace de vendre des avions américains à la Chine si les USA persistent à refuser d'entretenir la flotte de F16 acquise précédemment. La Chine a, par ailleurs, signé un accord de coopération militaire avec Caracas, mais également avec l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Pérou et l'Uruguay. La coopération technologique et scientifique n'est pas non plus à négliger. La coopération sino-brésilienne est un excellent exemple en cette matière. Cette coopération date de 1988, avec un programme allant de la conception au lancement de satellites d'observation de la Terre. Plus récemment, les deux pays ont développé conjointement deux satellites de ressources de la Terre en octobre 1999 (CBERS-1) et octobre 2003 (CBERS-2). Depuis, les deux gouvernements ont décidé de continuer leur coopération en lançant un programme pour deux autres satellites avec une technologie encore plus élaborée (CBERS-3 et CBERS-4) prévues initialement pour 2008-2010 mais avancés pour 2006. Pour ce projet, la contribution brésilienne, jusqu'alors de 30%, atteindra les 50%, ce qui met le Brésil sur un pied d'égalité avec la Chine. Ainsi, l'expérience chinoise dans la construction de satellites et fusées de lancement constitue un atout stratégique formidable pour Brasilia. La Chine a aussi signé des accords concernant des échanges culturels, éducatifs et sportifs avec plus de dix pays latino-américains et exécute des programmes d'échange d'étudiants avec le Mexique, Cuba, le Chili, la Colombie et l'Équateur. Des entraîneurs chinois de certaines épreuves sportives travaillent en Amérique latine. Par ailleurs, la coopération et les échanges entre des partis politiques et des parlements ont aussi connu un développement marquant, stimulant la compréhension mutuelle entre les peuples chinois et latino-américains, ainsi que le développement vigoureux de relations amicales.

La présence chinoise dans les organisations multilatérales américaines

Par ailleurs, la Chine et plusieurs pays et organisations multilatérales d'Amérique latine ont établi des mécanismes de dialogue politique, comme par exemple le mécanisme de consultation politique bilatérale au niveau des ministères des Affaires étrangères, permettant d'effectuer des rencontres régulières pour échanger des informations et points de vues sur les relations bilatérales et la situation internationale. La Chine a également établi un mécanisme de dialogue régulier et de consultation pour promouvoir les échanges économiques et commerciaux, l'investissement mutuel, la coopération d'entreprises et les échanges scientifiques et technologiques avec des organisations importantes d'intégration politique et économique : le Groupe de Rio, le Marché commun du Sud et la Communauté andine. En outre, la Chine est devenue observatrice dans des organisations régionales importantes, comme la Banque inter-américaine de développement, l'Association latino-américaine d'intégration, la Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe, le Parlement latino-américain et l'Organisation des États américains.